

ARRÊTÉ DU MAIRE **DGS027NP2026**

Objet : Délégation de signature à un responsable de service

Le Maire de la Ville de Brignais,

Vu le Code Général de la Fonction Publique

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-19 ;

Considérant que Mme _____, remplit les conditions statutaires pour bénéficier d'une délégation de signature au regard du grade et des fonctions exercées ;

Considérant que le Maire demeure libre d'exercer les attributions qu'il a déléguées et doit contrôler et surveiller la façon dont les adjoints, conseillers ou responsables de service remplissent les fonctions qui leur sont déléguées ;

Considérant la nécessité d'organiser la délégation de signature à l'attention de Mme _____ afin de garantir la bonne administration des services de la Ville

ARRÊTE

Article 1 : M. Serge BÉRARD, Maire de Brignais, donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Mme _____ attachée principale titulaire et exerçant les fonctions de directrice des Solidarités et de la Citoyenneté, pour les actes suivants :

- Attestations et courriers internes de la Direction (convocations, certificats...)
- Courriers liés à l'activité du service (partenaires institutionnels, associatifs, ...)
- Bons de commande jusqu'à 1 500 €, pour les champs suivants :
 - o Service social administratif
 - o Accueil État civil
- Bons de commande de 500€ à 1500€ pour les champs suivants :
 - o Participation Citoyenne, Emploi et Cohésion sociale
 - o Politique de la Ville
 - o Ces délégations prendront effet dès le 1^{er} euro en l'absence ou indisponibilité de Directeur adjoint à la Direction des Solidarités et de la Citoyenneté.

Article 2 : Cette délégation prendra effet à compter du 23 mars 2026 pendant toute la durée de l'exercice des fonctions de l'agent et dans la limite du mandat du Maire. Le Maire dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour retirer les délégations mais il ne peut le faire dans un but autre que l'intérêt du service ou étranger à la bonne marche de l'administration communale. La décision de retrait de délégation par le Maire n'est pas une sanction et n'a pas à être motivée

Article 3 : Délégation de signature est également attribuée à M. _____, Directeur adjoint à la Direction des Solidarités et de la Citoyenneté en cas d'indisponibilité de Mme _____. La délégation prendra effet dès le 1^{er} euro sur les champs mentionnés à l'article 1.

Article 4 : La Directrice Générale des Services est chargée d'exécuter le présent arrêté

Article 5 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public via le site internet de la Ville, inscrit au registre des actes de la Mairie et copie en sera adressée à Madame la Préfète du Rhône ainsi au comptable de la collectivité

Article 6 : Il est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Maire de la commune de Brignais. Il est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur www.telerecours.fr

Fait à BRIGNAIS, le 23 mars 2026

Notifié à l'intéressée

Le 24/03/2026

Y. COL



Le Maire

Serge BÉRARD

